Décharge 2016: Agence d'approvisionnement d'Euratom (AAE)

2017/2168(DEC) - 26/03/2018 - Rapport déposé de la commission, lecture unique

La commission du contrôle budgétaire a adopté le rapport de Bart STAES (Verts/ALE, BE) sur la décharge sur l'exécution du budget de l'Agence d'approvisionnement d'Euratom (AAE) pour l'exercice 2016.

La commission parlementaire a appelé le Parlement européen à **donner décharge** au directeur général de l'Agence sur l'exécution du budget de l'Agence pour l'exercice 2016.

Notant que la Cour des comptes a déclaré avoir obtenu une assurance raisonnable que les comptes annuels de l'Agence pour l'exercice 2016 étaient fiables et que les opérations sous-jacentes étaient légales et régulières, les députés ont invité le Parlement à approuver la clôture des comptes.

Ils ont toutefois formulé un certain nombre de recommandations qui doivent être prises en compte lors de la décharge, en plus des recommandations générales figurant dans le projet de résolution sur la performance, la gestion financière et le contrôle des agences de l'UE:

- **États financiers de l'Agence**: le budget définitif de l'Agence pour l'exercice 2016 est resté stable à 125.000 EUR. 119.000 EUR (95,2%) du budget de l'Agence proviennent du budget de l'Union et 6.000 EUR (4,8%) de ses propres revenus (intérêts bancaires sur le capital libéré).
- **Budget et gestion financière**: les efforts de suivi budgétaire au cours de l'exercice 2016 ont abouti à un taux d'exécution des crédits d'engagement de 94,34%, soit une baisse de 4,58% par rapport à 2015.

Les députés ont noté que l'Agence avait traité 344 transactions en 2016, y compris des contrats, des modifications et des notifications afin d'assurer la sécurité de l'approvisionnement en matières nucléaires. Le comité consultatif de l'Agence a émis un avis positif sur un projet de proposition de règlement actualisé afin de les mettre à jour avec les pratiques actuelles du marché. Avant d'entrer en vigueur, les règles proposées doivent être approuvées par la Commission. Cependant, le processus d'approbation n'était toujours pas finalisé début 2017.